

Pau, le 12 avril 2023

ARRETE N°AP-2023-0154

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, et R.412-28 ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal en date du 25 janvier 1974 réglementant le sens de circulation sur l'avenue de l'Église Saint-Joseph dans sa partie comprise entre l'avenue Jean Mermoz et la rue Victor Ladevèze ;
Considérant que les dispositions de l'arrêté initial ne permettent pas de l'appliquer ;
Considérant qu'il convient de prendre un nouvel arrêté ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le sens de circulation avenue de l'église Saint-Joseph ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal en date du 25 janvier 1974 qui réglementait le sens de circulation sur l'avenue de l'Église Saint-Joseph dans sa partie comprise entre l'avenue Jean Mermoz et la rue Victor Ladevèze est abrogé et remplacé par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – Un sens unique de circulation est instauré avenue de l'Église Saint-Joseph, dans le sens avenue Jean Mermoz vers la rue Victor Ladevèze.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

28 AVR. 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire